

# Associationnisme et autonomisation en Transylvanie aux XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles

LIVIU MAIOR

---

*« La servitude de la presse  
signifie la servitude de  
l'homme. »*

---

**L**A MODERNISATION de type occidental a toujours été, aux yeux des élites roumaines transylvaines, une solution aux graves problèmes que la société devait surmonter. Les recensements ont mis sur l'agenda politique une question essentielle : la nécessité de défendre la langue nationale à travers les systèmes éducationnel, administratif et judiciaire. Ils ont été les premiers à favoriser l'évaluation au niveau local de la force et des faiblesses des différentes régions géographiques et, implicitement, l'établissement des politiques futures et la sélection des zones prioritaires pour la démarche politicoculturelle. Les recensements ont également encouragé les revendications de nature sociopolitique, l'analyse des questions liées au système éducationnel, la mobilisation sur plusieurs plans et même l'extension de l'associationnisme.

Pourrait-on parler chez les Roumains transylvains d'un type de culture stratégique déterminé par le processus de formation et de consolidation de l'identité nationale, de l'image qu'ils se sont forgé d'eux-mêmes, avec la mis-

## Liviu Maior

Spécialiste de l'histoire moderne de la Transylvanie, auteur, entre autres, des volumes **In the Empire: Habsburgs and Romanians: From Dynastic Loyalty to National Identity** (2008) et **Alexandru Vaida Voevod. Putere și defăimare** (Pouvoir et diffamation) (2010).

sion de promouvoir la démarche politiconationale ? Nous pensons que oui. L'objectif, devenu de plus en plus visible au fil du temps, a été la concentration sur la culture, l'absorption des individus du milieu rural en ce que nous appelons identité nationale et, implicitement, l'alimentation de la légitimité, la création de la soi disant « force » de la nation.

La culture stratégique chez les Roumains transylvains est issue de leur situation sociale d'après la Révolution de 1848-1849 et elle s'est forgée dans le processus d'institutionnalisation par l'intermédiaire de l'associationnisme. La contestation des identités dans le cadre de l'empire a conduit à l'instauration d'un véritable contrôle de l'élite culturelle roumaine sur sa nationalité. Ce contrôle a signifié par exemple, écrire l'histoire comme une forme de validation de la nation, lancer des débats sur son futur etc.

L'associationnisme n'est pas une idéologie monolithique. Il n'a pas été une solution salutaire pour l'ensemble des questions socioéconomiques. Son apparition, ainsi que l'action pratique, ont constitué un processus de longue haleine. Il ne contient pas d'éléments de doctrine utopique et ne vise pas à détruire des institutions, mais tout simplement à les rendre meilleures. Il apparaît généralement comme une solution adoptée par les sociétés stagnantes et surtout comme une réaction envers l'État centralisé. L'associationnisme transylvain a été, en dernière instance, une formule de défense et de solidarité sociale dans le milieu politiconational de Hongrie, une forme d'activisme en faveur de la modernisation, de l'organisation d'une société roumaine autonome par rapport à l'État. L'associationnisme a été une constante du projet politicoculturel roumain, qui s'est exprimé par la démarche pétitionnaire, les mémorandums, l'activité des députés roumains, le processus de démocratisation confessionnelle.

L'associationnisme était avant tout une forme d'organisation collective fondée sur le volontariat, de coagulation et de préservation de « l'héritage » culturel-historique, de cohésion du groupe. Loin de promouvoir le partenariat avec l'État, il a mis les fondements d'une société civique, a créé « la sphère publique », mesurable principalement par l'évolution de la presse, le débat et le dialogue au sein de la communauté nationale. Par la manière d'élire les chefs des différentes associations, il a généré les germes de la démocratisation.

Malgré les difficultés matérielles et les limites imposées par la législation du domaine, la presse roumaine de Transylvanie a été le principal messenger de transmission de la stratégie culturelle-nationale, un miroir de l'évolution de l'associationnisme. Les programmes politicoculturels publiés dans les premiers numéros des journaux étaient presque standardisés, des stéréotypes à l'appui de l'instruction des paysans, de la diffusion « du savoir d'usage commun ». D'autres renseignements concernaient des questions scolaires, culturelles ou étaient liés à l'activité des associations de toute la Transylvanie. Les revues *Tribuna* et *Lucașfărul*

ont été dès le début les promotrices du rapprochement du monde des villages, de l'organisation et la modernisation de la tradition etc.

L'augmentation du nombre de journaux et revues s'est avéré bénéfique pour l'associationnisme. Si en 1860 il y avait seulement trois périodiques roumains, en 1870 il y en avait déjà 16, alors qu'en 1910 leur nombre augmenta à 42. Quelques-uns disparaissaient après quelques numéros, étant remplacés par d'autres. La situation de la presse roumaine, qui a été une constante de la démarche politique nationale, a mis en circulation le concept moderne de « liberté de la presse », que Iosif Hodoş tenait dès 1867 pour « l'une des plus belles et des plus saintes libertés de l'individu ». <sup>1</sup> Pour lui et ses collègues parlementaires, la privation de liberté de la presse était « une torture de la pensée libre ». <sup>2</sup> Si les élites roumaines n'ont pas soutenu les projets de loi de la presse, ce fut pour une seule raison : en l'absence d'un Code civil et pénal, les autorités étaient libres de commettre toutes sortes d'abus. Plus tard, Octavian Goga et Ioan Lupuş, en qualité de rédacteurs du journal *Tara noastră*, écrivaient : « La servitude de la presse signifie la servitude de l'homme. »

Après 1900, suite aux progrès enregistrés dans le domaine complexe de l'associationnisme, on assiste à l'intensification de la propagande, orchestrée surtout par l'Association transylvaine pour la littérature roumaine et la culture du peuple roumain (ASTRA). Plus de 5 000 conférences sont dédiées à l'associationnisme, alors que les programmes scolaires des séminaires théologiques contiennent des cours spéciaux sur le même thème. <sup>3</sup>

Le succès enregistré par l'associationnisme culturel, social, économique et politique s'explique par une participation réduite à la vie politique après le compromis dualiste de 1867. L'intérêt pour la vie parlementaire diminue aussi, en raison de la loi électorale restrictive. Sur presque trois millions de Roumains, seulement 20 000 avaient le droit de vote ; en 1905 le nombre des votants roumains augmenta à 110 000, mais 35 000 seulement allaient voter pour le Parti National Roumain. Le recours à l'associationnisme peut donc être considéré comme une formule compensatrice. La politisation de la paysannerie n'a pas été, elle non plus, en mesure de produire des changements politiques majeurs dans la relation avec le pouvoir exécutif. Aussi la préoccupation d'attirer les paysans dans la démarche politico-culturelle devint-elle essentielle dans la formation d'une culture stratégique.

Le système éducationnel a joué un rôle extrêmement important dans la consolidation de la langue roumaine moderne et de l'histoire commune, deux domaines qui ont stimulé le processus identitaire par l'uniformisation de l'enseignement des deux disciplines. Si le contrôle des confessions, orthodoxe et gréco-catholique, a contribué à l'extension de ce type d'éducation, l'apparition

des premiers périodiques, des bibliothèques etc. Pa consolidé. Les deux Églises ont été pour les Roumains de l'empire une sorte « d'ersatz d'État », qui a accentué le processus d'autonomisation par rapport au pouvoir exécutif. Par le Statut organique (1868), l'Église orthodoxe transylvaine est entrée, selon les propos de George Em. Marica, dans un processus de « démocratisation institutionnelle ».

Un autre élément important dans l'élaboration de la culture stratégique a été, après 1867, le fait que les partis de Hongrie n'ont pas envisagé un programme destiné aux nationalités ou une plateforme commune, ne promouvant pas une réforme dans ce domaine. Ils ont eu recours à des « concessions » et non à une réforme réelle. Cette question extrêmement importante pour la vie politique interne a vêtu la forme d'une série d'options divergentes entre des groupes ou des partis. Tous ces aspects ont fait que l'associationnisme roumain devint une nécessité. La ville de Sibiu a constitué l'état-major de cette démarche remarquable d'inspiration germanique, grâce au métropolite orthodoxe Andrei Şaguna et principalement à l'ASTRA (association fondée en 1861).

La période post-révolutionnaire a dévoilé la naissance de quelques composantes de l'associationnisme libéral, en dépit du régime politique dur, néo-absolutiste. Paradoxalement, la situation de la communauté nationale dans son ensemble a conduit à l'établissement de la priorité socioculturelle, puisqu'elle ne contrevenait pas à la politique officielle de la Transylvanie. De plus, les Roumains n'ont pas été inclus sur « la liste noire » des ennemis de la maison impériale, faisant partie de ses partisans. L'éducation, sous le contrôle des deux confessions, a favorisé l'intégration dans le processus identitaire, de même que l'association destinée à soutenir les écoles confessionnelles primaires.

Dans la période du régime libéral (1860-1867), l'élite roumaine, bénéficiant de l'expérience acquise en 1848, a été convaincue qu'elle devait jouer un rôle actif dans la réformation de la constitution de la monarchie. Croyant qu'elle assistait à une nouvelle configuration de l'empire, elle voulut s'y impliquer. Un esprit civique actif s'est fait de plus en plus sentir parmi les Roumains transylvains. L'autonomisme de 1848 se manifesta plus vigoureusement par rapport aux pouvoirs exécutif et parlementaire. Le militantisme culturel, la préoccupation obsessionnelle pour l'éducation visaient à éliminer la frontière entre les deux catégories de membres de la communauté nationale. L'associationnisme, mouvement complexe appelé à contester le pouvoir de la même manière qu'en 1848, a été conçu comme une tentative d'édifier une société civile qui devait intégrer tous les individus dans la démarche communautaire nationale, quel que fût leur statut social. C'était, en dernière instance, la manifestation de l'esprit libéral dans la société roumaine de l'empire, dans une cohabitation parfaite avec le nationalisme et le processus identitaire. L'associationnisme commença au fil du temps

à être la principale source de l'institutionnalisation de la politique roumaine, devenant plus fort à mesure de l'accroissement du rôle socioéconomique de la classe moyenne.

L'année 1867 et ses conséquences ont imposé de nouveau sur l'agenda la question de la stratégie nationale. On assiste à l'expansion de l'associationnisme et à l'organisation d'une infrastructure politique moderne. La démarche culturelle, économique et sociale reste prioritaire, alors que la question de l'autonomisation par rapport à la nouvelle structure étatique dualiste, austro-hongroise, est à l'origine d'un ample débat. La sphère publique et la société civile roumaine gagnent du terrain. Le dialogue avec le monde rural devient une réalité.

Comme les dirigeants hongrois remettent en discussion publique les lois de 1848, qui sont adoptées par le Parlement de la Hongrie et la Diète de Cluj, l'élite roumaine réplique par le programme révolutionnaire de Blaj du 15 mai 1848, avec les modifications successives de septembre, décembre 1848 et mars 1849, ainsi que par les mémoires et les pétitions que la délégation dirigée par Andrei Şaguna dépose à la cour impériale. On assiste en fait à une réédition, avec d'autres moyens, de l'épisode révolutionnaire de 1848. Le projet politicoculturel roumain est fondé sur celui de la révolution et, pour le mettre en pratique, il faut seulement diversifier les moyens. D'où la préoccupation pour la réorganisation de la communauté en vue de sa participation ou du refus de participer à l'exercice politique et, surtout, pour l'intégration des villageois dans le mouvement politicoculturel. Tout cet effort est la conséquence de l'entrée sur la scène de l'histoire de la première génération de Roumains libres du point de vue social, mais moins préparés sous aspect sociopolitique.

Vaincue apparemment en 1867, l'élite roumaine ne renonce pas à ses aspirations et réaffirme son option quarante-huitarde de rejeter le compromis dualiste. L'année 1848 reste le noyau du discours politiconational roumain, générant un « antiunionisme » à l'échelle nationale et, implicitement, l'autonomisme – fondement de l'associationnisme. Les choses vont si loin que László Berzenczey, ancien participant à la révolution, propose dans une séance parlementaire de 1868 l'interdiction d'invoquer l'an 1848 qui, selon ses propos, « fait naître des incriminations et des irritations ».<sup>4</sup>

Les accumulations de nature culturelle-nationale qui se produisent chez les Roumains de l'Empire des Habsbourg à partir du XVIII<sup>e</sup> siècle et jusque vers le milieu du XIX<sup>e</sup> marquent le processus de transition de la culture orale à la culture écrite. C'est le mérite de l'école et des deux confessions (orthodoxe et gréco-catholique) de promouvoir un système éducationnel moderne, concentré sur le développement et la préservation de l'identité nationale, de la langue et la culture roumaines. Ces deux éléments ont constitué le noyau de la stratégie nationale, matérialisée dans l'agenda de l'élite roumaine, un « agenda caché ». L'élite s'est

constamment préoccupée de l'intégration de la paysannerie dans le mouvement identitaire, qui s'avérait vitale pour la réussite du projet politico-culturel.

Un processus lent d'augmentation du nombre de lecteurs se fait remarquer dès la période pré-révolutionnaire, grâce aux écoles fondées au XVIII<sup>e</sup> siècle. Des livres commencent à être imprimés en roumain, depuis les livres liturgiques à ceux d'histoire et de littérature, ainsi que les premiers périodiques roumains. Ces phénomènes coïncident sous plusieurs aspects avec la tendance européenne de réorganisation des connaissances et principalement des sciences humaines. Pour des raisons scientifiques et surtout politiques, la linguistique et l'histoire sont prioritaires.

Le besoin de se rapprocher du village met son empreinte sur les modalités d'action, de mobilisation des individus, analphabètes pour la plupart et désintéressés de la vie politique, qu'ils ne comprennent pas et n'ont aucune envie de comprendre. Au début, les intellectuels roumains ont essayé de recueillir et valoriser le folklore, ce qui détermina l'apparition de quelques stéréotypes historiques (tels Trajan, Michel le Brave), qui ont eu sur les Roumains un impact beaucoup plus grand que les œuvres scientifiques dédiées à ces personnalités. L'emploi du stéréotype historique dans le discours politico-national a contribué à la préservation des ressources politico-culturelles, revigorant et perpétuant la tradition du village transylvain et lui conférant une aura de conservation, de « domination du passé sur le présent », ainsi que « d'ordre et de continuité ».<sup>5</sup> L'histoire et la langue ont été au centre des préoccupations de l'élite roumaine, qui a employé les ressources provenant du milieu rural pour coaguler la solidarité et l'action sociosociale.

Un obstacle difficile à surmonter a été la monopolisation du village par les deux confessions. La protohistoire de l'associationnisme doit énormément à l'Église orthodoxe transylvaine et, plus tard, à la confession gréco-catholique. La diversification confessionnelle n'était pas la seule difficulté que la communauté devait vaincre. Peu de villages étaient « homogènes » du point de vue ethnique. Les barrières linguistiques et confessionnelles, les rapports différents avec l'État ont fait naître le sentiment d'une frontière intérieure, d'une séparation et, implicitement, de l'appartenance à une autre nationalité. Les communautés sont en interaction, en compétition bénéfique, mais aussi en état d'adversité. Les frontières linguistiques et folkloriques ont empêché « l'uniformisation », sans pour autant éliminer la cohabitation, le transfert de modèles etc. L'absence d'uniformité dans la communauté roumaine s'est manifestée aussi sur le plan de l'éducation. Les écoles orthodoxes, gréco-catholiques et d'État se distinguaient par les programmes, les manuels, le degré d'instruction des professeurs et des instituteurs. La diversité confessionnelle, éducationnelle, tout en mettant son empreinte sur la communauté, a constitué un stimulant pour le processus identitaire.



**L**E VILLAGE a représenté la cible des élites roumaines, le terrain du dialogue entre les intellectuels et les paysans. La communication a longtemps constitué une préoccupation de ceux qui visaient à l'intégration du monde rural dans la démarche politiconationale. L'église, l'école et même la mairie ont eu un rôle décisif dans l'établissement des modalités de transmission du message et son interprétation correcte. Les intellectuels ont choisi le folklore pour favoriser le développement du processus identitaire, prêtant une attention particulière aux mythes de facture historique, susceptibles de générer la fierté d'être Roumain. Les symboles qu'ils ont sélectionnés par la suite ont été adoptés tacitement par une forte majorité de l'opinion publique et diffusés au niveau de toute la Transylvanie et de l'espace national. Le cas du tricolore est emblématique de ce point de vue. Les élites idéalisent le village, avec ses valeurs éthiques, elles acceptent ou rejettent les coutumes traditionnelles et leur confrontation avec les lois de type moderne. Ils déplorent les difficultés de la vie à la campagne, l'isolement, le sens de la frontière communautaire etc., encourageant le dépassement de ces limites et des appréhensions de « l'ennemi » provenant du dehors du village.

À mesure de l'extension de la compétition politiconationale après 1860, les dirigeants des Roumains deviennent conscients de la nécessité d'amplifier l'effort de mobilisation, d'intégration de la paysannerie dans leur démarche. G. Barițiu, I. Rațiu, V. Roman, I. Măcelariu, A. Șaguna, A. Mocioni, V. Babeș et beaucoup d'autres étaient persuadés que la stratégie nationale devait aboutir à la formation du nationalisme culturel, en tant que modalité ethnique d'intégration de la paysannerie dans le processus identitaire. C'était, à leurs yeux, la seule voie de survivre, à même de suppléer l'absence d'une infrastructure étatique qui assume la mission de promouvoir et défendre l'identité nationale. L'agenda national, public ou « caché », devait donc être orienté vers le monde rural. Évaluant le comportement et la réaction des paysans au temps de la Révolution de 1848-1849, les élites ont aisément remarqué leur rôle décisif. La nécessité d'agir dans les communautés rurales roumaines est devenue prioritaire, alors que le débat public sur la situation du village roumain, avec les superstitions, le fatalisme, la pauvreté, l'ignorance et l'analphabétisme qui le caractérisaient, fut à l'origine d'un projet destiné à revigorer la communauté à l'aide de l'enseignement et de l'éducation. Les élites roumaines ont accredité l'idée qu'au delà du statut social il y a une convergence entre le paysan et l'intellectuel, une solidarité fondée sur la même origine ethnique. La stratégie et l'agenda national ont été la conséquence directe, l'héritage de l'an 1848 en Transylvanie, qui a porté sur la scène de l'histoire la culture populaire, lui conférant une importance colossale pour l'adhésion au processus identitaire et activant, à travers elle, la conscience nationale.

La Révolution de 1848-1849 a placé au tout premier plan les problèmes graves de nature sociale, la misère à laquelle le monde des villages paraissait condamné à jamais. C'est ce qui détermina l'apparition de nouveaux acteurs sur

la scène politique, provenant de couches sociales estimées « inaptes » pour participer à la vie politique. Bon nombre d'entre eux votaient pour la première fois, sans se rendre compte de l'importance de cet acte. Les libertés civiles, le langage politique moderne commençaient à être connues, avec toutes les déformations qu'ils ont subies. La dissolution des servitudes féodales a eu des conséquences économiques et sociales à long terme. Les paysans affranchis bénéficiaient d'un autre traitement, alors que l'aristocrate, qui servait d'intermédiaire entre eux et l'État, commença de plus en plus à perdre du terrain. Ce fut une bonne occasion pour les élites de la même appartenance ethnique de se disputer cet espace resté libre et, en même temps, de multiplier leurs efforts d'intégration dans le processus identitaire. Les « vainqueurs » de la fin de la révolution n'ont pas eu la force de maintenir leur suprématie face à l'esprit libéral. Moment d'inspiration, de légitimation et d'association au projet politique roumain, l'an 1848 a été constamment invoqué par les élites, qui le tenaient pour le « nouveau » commencement dans lequel ils devaient incorporer la paysannerie.

La Révolution de 1848-1849 a marqué de manière décisive le processus de « nationalisation » de la paysannerie roumaine, de même que sa politisation. C'est un aspect qui revient tant dans les enquêtes et les interrogatoires du temps des événements révolutionnaires, que dans les souvenirs et les rapports des autorités. La politisation des paysans n'a pas eu la dimension d'un phénomène capable de produire des changements politiques majeurs en ce qui concerne le pouvoir exécutif de Transylvanie et de Hongrie. L'impact de ce processus a été plus fort à l'intérieur de la communauté nationale, notamment à la fin du XIX<sup>e</sup> et au début du XX<sup>e</sup> siècle. L'intégration de la paysannerie dans l'évolution de l'identité nationale a connu des succès importants dans les domaines politique et culturel, surtout après la dissolution des charges féodales.

La mairie, l'école et l'église représentaient généralement la soi-disant « gouvernance locale », un autonomisme limité qui a commencé à se fissurer au début du XX<sup>e</sup> siècle. Les assemblées des sections de l'ASTRA, les élections de nature confessionnelle, l'associationnisme multiple ont ouvert la voie à un espace public rural, que les campagnes électorales ne feraient qu'accentuer. L'associationnisme, par exemple, a été stimulé dans le milieu paysan sous différentes formes. Les expositions, l'organisation de groupes folkloriques, le rôle des fêtes dominicales, qui ont impliqué aussi l'école, ont généré des changements dans la vie du village, notamment dans les localités à population mixte, allemande et hongroise. L'association, stimulée à la fois par la compétition politique et le processus lent de décentralisation des communautés locales, les élections pour le maire et le comitat ont favorisé les éléments d'autonomie locale.

Marqué de coutumes traditionnelles, le village a dû se confronter avec les lois modernes, générant un conflit que seul l'associationnisme était capable d'atténuer. Ce fut celui-ci qui rendit possible le dialogue entre les élites et les paysans,



grâce surtout à l'église, à l'école et aux associations, qui ont transmis le message national et ont mobilisé les gens. L'associationnisme a sapé le monopole que l'église exerçait sur la vie sociale du village.

La démarche politicoculturelle systématique, avec une continuité remarquable au sein de la communauté ethnique, a favorisé de manière décisive la motivation de facture politique, l'abandon du passivisme par le Parti National Roumain de Transylvanie et la victoire de l'activisme, en 1905. Le processus d'intégration du milieu rural, initié pendant la période post-révolutionnaire, a été lent, extrêmement difficile et incomplet, réclamant un effort particulier de la part de l'élite roumaine, qui évoluait vers la modernisation de son propre discours politique.

Les suspicions des autorités à l'égard de l'associationnisme transylvain et de la tendance d'autonomisation de la communauté roumaine ont dressé de nombreux obstacles devant les initiateurs de ce processus, provoquant de vifs débats dans le parlement. Le député Dénes Pázmándy, par exemple, après avoir lancé des accusations à l'adresse du clergé roumain, qu'il tenait pour « la source » des mouvements nationaux, affirmait « Je vois qu'ils veulent introduire une culture roumaine, et par l'intermédiaire d'une culture autonome ils veulent isoler, du point de vue spirituel-social, autrement dit par tous les moyens, les Roumains des Hongrois. »<sup>6</sup> L'hostilité de la politique officielle sur le plan politicoculturel a contribué beaucoup à l'autonomisation par rapport à l'État. Les accusations contenues dans le syntagme « Oláh Világ » (monde roumain), souvent employé pour argumenter l'aliénation roumaine, Aurel C. Popovici les reconnaît comme réelles : « Nous ne voulons pas : nous sommes ici un 'Oláh Világ' », et il considérait que ceux qui voulaient l'annihiler étaient des « utopiques ». Plus y est, il tient ces démarches pour responsables de l'amplification des aspirations roumaines à « une autre unité nationale ». <sup>7</sup> L'inauguration du musée de l'ASTRA en 1905, l'exposition de 1905, le 1800 anniversaire de la conquête de la Dacie par les Romains, organisés par la principale institution de l'associationnisme roumaine ont laissé l'impression que « les Roumains forment un État séparé de l'État hongrois, dans lequel ils détiennent des églises, des écoles, des institutions culturelles, économiques et politiques ». Une année plus tard, l'ASTRA était appelée « une erreur de la politique d'État ». Les mêmes considérations, cette fois moins fréquentes, apparaissent en 1911, lors du demi-centenaire de l'ASTRA.

Les performances accumulées par l'associationnisme dans le temps, en dépit de la lenteur et de l'incapacité de la communauté de couvrir tous les domaines et de résoudre tous les problèmes, ont aidé à la réalisation partielle des priorités établies. En 1886, le premier-ministre de Hongrie, Kálmán Tisza, reconnaissait dans le parlement l'efficacité de l'associationnisme, de l'implication profonde des deux confessions roumaines qui, par leur politique éducative, avaient obtenu « davantage que les gouvernements hongrois ». <sup>8</sup>

Le débat autour de l'attitude à adopter envers le Parlement de Hongrie – activisme ou passivisme – a tourmenté l'élite roumaine pendant plusieurs années. Les deux options ont été expliquées et argumentées tant dans la presse que lors des conférences locales ou nationales. Les partisans du passivisme militaient pour l'absentéisme aux campagnes électorales et l'effort d'intégration de l'individu roumain dans ce qu'on appelait « mouvement national » ou « identité nationale ». Certes, cet argument fondamental, de même que le vote que les Roumains accordaient aux partis gouvernementaux ou aux candidats qu'ils soutenaient, constituait une justification pour le passivisme, mais il était aussi le signe d'une nouvelle stratégie nationale. La participation à la vie parlementaire, aux campagnes électorales n'a pas figuré au début parmi les objectifs des adeptes, majoritaires, du passivisme. L'élite passiviste a été essentiellement préoccupée par l'éducation et l'organisation des Roumains, la promotion et l'action directe de l'associationnisme de différents types, dont l'unique but devait être la modernisation de la communauté roumaine et l'extension du processus identitaire. La seule différence entre passivistes et activistes a été leur position sur la participation à la vie parlementaire et politique. Les activistes se sont montrés tout aussi favorables aux objectifs stratégiques établis par la Révolution de 1848-1849 et repris après le compromis de 1867. Ce clivage manifesté dans la sphère du politique a d'ailleurs disparu en 1905, lorsque le projet national est devenu une réalité dans la communauté roumaine. C'était le fruit des efforts cumulés de l'associationnisme et de l'élite roumaine, qui n'a jamais été passive envers la communauté au service de laquelle elle s'était mise. L'associationnisme transylvain s'est avéré plus fort que la dispute entre passivisme et activisme dans l'espace politique. □

## Notes

1. T. V. Păcățian, *Cartea de Aur sau luptele politice-naționale ale românilor de sub coroana ungară*, vol. IV, Sibiu, 1906, p. 153.
2. *Ibid.*, p. 154.
3. Voir Vasile Dobrescu, *Sistemul de credit românesc din Transilvania, 1872-1914*, Târgu-Mureș, 1999, p. 200-201.
4. Păcățian, *Cartea de Aur*, p. 833.
5. George Em. Marica, *Studii sociologice*, dir. Gheorghe Cordoș et Traian Rotariu, Cluj-Napoca, 1997, p. 163.
6. *Românul*, n° 176, 1913.
7. Liviu Maior, *Alexandru Văida Voevod. Putere și defăimare*, Bucarest, 2010, p. 84.
8. Păcățian, *Cartea de Aur*, vol. VII, p. 296.

## **Abstract**

### Associationism and Autonomization in Transylvania in the 19<sup>th</sup>–20<sup>th</sup> Centuries

The study seeks to determine whether or not the Transylvanian Romanians actually developed a type of strategic culture during the emergence and consolidation of their national identity, of their image of themselves, aimed at furthering their political-national agenda. During the institutionalization process that took place in Transylvania, the Romanian strategic culture took the form of associationism. This was a formula of social defense and solidarity in the political-national context of Hungary, a form of activism in favor of modernization and of the organization of a Romanian society enjoying the maximum possible autonomy in relation to the state. Associationism remained a constant presence on the Romanian political-cultural agenda, reflected in petitions, memoirs and memoranda, in the activity of Romanian deputies, and in the processes of denominational democratization. First and foremost, it was a form of voluntary collective organization meant to resist the state and to refine and preserve the cultural-historical heritage.

## **Keywords**

Transylvania, modern era, strategic culture, associationism, modernization, ASTRA